

L'AMI DU PEUPLE,  
O U  
LE PUBLICISTE PARISIEN.

JOURNAL POLITIQUE ET IMPARTIAL,

Par M. MARAT, auteur de l'Offrande à la patrie,  
du Moniteur, et du plan de constitution, etc.

*Vitam impendere vero.*

Du Dimanche, 23 Janvier 1791.

Dénonciation de l'ancien comité de la section  
du Palais-royal, dont les membres infâmes  
levoient des contributions sur les tripots  
de biribi, en vendant aux entrepreneurs le  
privilege de dépouiller et d'assommer impu-  
nément les citoyens imprudens que des mou-  
chards attiroient dans ces cavernes de voleurs.

*A l'ami du peuple.*

Je viens, Monsieur, d'être témoin d'une affaire  
révoltante, que je vous prie de dénoncer au public.  
Mercredi, 15 de ce mois, sur les 9 heures du soir,  
m'étant rendu au Palais-royal, un ami me mena dans  
un jeu de biribi, près le passage du Péron, n°. 101.  
Arrive un jeune homme qui demande à parler à l'un  
des banquiers; celui-ci quitte à l'instant la partie  
pour répondre à l'autre, qui vouloit savoir s'il avoit  
remis au comité de St. Roch, l'argent qu'il lui devoit.  
A ces mots, le teneur de banque se jette sur lui,  
et il l'auroit étranglé, si plusieurs spectateurs ré-  
voltés de cette atrocité ne le lui avoient arraché des

main. Quelqu'un dit au jeune homme d'attendre pour s'expliquer que la partie fut finie. Au moment où il alloit ouvrir la bouche, le joueur brutal lui apostrophe un coup de poing sur un œil, que l'on croit crevé.

Indignés de ces abominations, nous nous sommes rendus le lendemain, plusieurs citoyens connus, au comité de St. Roch pour savoir si ce jeune homme avoit rendu plainte, et pour déposer des faits : sur quoi plusieurs membres de ce comité nous répondirent, qu'effectivement il avoit passé un jeune homme qui avoit été maltraité dans un jeu de biribi; mais qu'il avoit bien fait de ne pas faire de résistance, et de n'avoir pas appelé la garde, parce qu'il en seroit résulté des suites fâcheuses, et qu'il valoit mieux laisser cette affaire là.

Voilà donc la justice que le comité de St. Roch rend aux citoyens qu'on escroque et qu'on assomme : s'il soutient le jeu du Palais-royal, ne seroit-ce pas qu'il s'entend avec les fripons qui jouent avec ceux qui donnent à jouer.

Grand dieu ! à quoi en serions nous réduits, si nous n'avions pas justice de ces prévaricateurs. Les dénoncer sans délai c'est rendre le plus grand service au public, c'est sauver la patrie.

Signé, *Balanche*, négociant,  
rue St. Eustache.

Paris, ce 17 Janvier 1791.

### *Remarques.*

Ces horreurs ont été dénoncées au maire, et il a gardé le silence. Comme les scélérats qu'il a remplacés au département de la police, il ne veut point veiller sur les lieux de débauche et de prostitution : il favorise même de tout son pouvoir la dépravation des mœurs, il sait que ce n'est qu'avec des espions, des satellites et des coupe-jarrets que l'on peut rétablir le despotisme. Cet indigne magistrat est donc l'un des plus mortels ennemis de la révolution, est-ce donc pour l'aider à perdre la liberté, que les insensés Parisiens l'ont gorgé d'or et comblé d'honneurs ?

Je n'ai retardé la publication de cette lettre que parce que je craignois qu'en donnant l'éveil aux fri-



pons de l'ancien comité de St. Roch, leurs illustres protecteurs, les administrateurs municipaux ne manœuvrassent tout, que la preuve de ces malversations ne devint impossible à acquérir : j'ai donc mis les fers au feu, et à l'aide de quelques bonspatriotes, que j'ai engagé à provoquer la recherche de la conduite de l'infâme comité, toutes ces turpitudes ont été dévoilées. Aujourd'hui qu'il ne s'agit plus que de livrer ces scélérats à l'opprobre et à la vindicte des loix ; je me hâte de les dénoncer. Ceux qui croient que l'Ami du peuple se borne à servir la patrie comme publiciste, ne savent donc pas qu'il est sans cesse en action pour la sauver. Heureux, mille fois heureux, si ses efforts étoient toujours secondés par tous les amis de la révolution : il y a long-tems que les ennemis de notre repos n'existeroient plus, et que nous dormirions en paix dans nos lits.

*A l'Ami du peuple.*

Vendredi 14, il y eut assemblée générale à St. Roch, section du palais-royal. Les patriotes réunis en grand nombre, avoient deux objets à traiter. Le premier étoit l'expulsion de l'abbé Bastide, président de la section, et membre du comité, à raison de son refus de faire le serment décrété. Mais ce fourbe, instruit de ce projet, a prévenu l'assemblée, en lui faisant parvenir sa démission, qui a été reçue avec de grands applaudissemens. Observez que le patelin est vicaire de St. Roch, conseil du curé, et de plus électeur. Nous attendons au premier moment la démission de notre curé, qui est aussi électeur ; après quoi nous serons complètement débarrassés des calotins.

Le second objet étoit l'examen du rapport des commissaires examinateurs, sur les malversations de l'ancien comité de St. Roch. Ce rapport a occasionné de très-vives discussions ; car l'abbé Bastide avoit envoyé un mémoire où il cherchoit par mille impostures à égarer l'assemblée. Malgré ses mensonges il a été constaté :

1<sup>o</sup>. Qu'en février 1790, sous la présidence du sieur la Fisse, actuellement officier-municipal, et l'un des commissaires (1) envoyés à Aix, il y eut un comité

---

(1) Ce petit intrigant est à Aix, où il trahira la



secret, composé de dix membres (au lieu de quarante-huit, qui composoient le comité ordinaire) au nombre desquels étoient les sieurs Hardy, actuellement officier-municipal; Heluis, la Haute Regnard, Lavoiepierre, Hardi, le Cordier, le Clerc, etc. que ce comité a décidé de faire contribuer les maisons de jeu, établies dans l'arrondissement du district, et de les prendre sous sa protection.

2<sup>o</sup>. Que beaucoup de saisies ayant été faite chez des particuliers hors d'état de payer le comité et ses agens, les commissaires ont fait enlever non-seulement les instrumens de jeux, mais encore des meubles, tels que flambeaux, tables à manger, chaises, fauteuils, bergeres, etc. dont l'évaluation, au plus bas, passe six mille livres.

3<sup>o</sup>. Qu'aucun de ces objets ne s'est retrouvé, à l'exception de quelques mauvais jeux de cirque qui ne valent pas dix écus. Les commissaires interrogés sur cette spoliation, ont répondu que ces meubles avoient été rendus, moyennant une rétribution : mensonge puant; car les registres du trésorier n'ont offert aucun vestige de somme portée en recette de restitution de ces objets: les commissaires les ont donc partagés entr'eux, ou le prix.

4<sup>o</sup>. Il a été prouvé qu'il y avoit eu des procès-verbaux de saisies faites dans les maisons de jeux, que toutefois il n'en restoit aucune trace, notamment de celui où les sieurs le Clerc et Lunaire saisirent de grosses sommes qu'ils ont mis dans leur poche, sans en souffler le mot au comité.

Enfin, il a été constaté qu'un sieur Roussel qui n'est connu dans la section que pour mouchard, a fait des faux dans les procès-verbaux qu'il a rédigés, comme secrétaire, quoiqu'il n'eût jamais été nommé: le comité instruit de ces faits, a gardé le silence, car il avoit besoin de son secret.

Indignée de tant d'horreurs, l'assemblée a rejeté tous les arrêtés qu'on lui a proposé, et elle a levé la

---

patrie pour la cour, comme ont fait Cahier de Gerville et du Verrier à Nancy : aussi au moyen d'un rapport de fripon, parviendra-t-il à blanchir les conspirateurs et à accrocher quelque emploi lucratif, objet de tous ses vœux.

séance, en déclarant qu'elle ne regarderoit plus comme freres ces infâmes commissaires.

Signé un Ami de la vérité.

Paris ce 16 janvier 1791.

*A l'Ami du Peuple.*

Paris ce 17 janvier 1791.

Vous avez dénoncé, Monsieur, dans votre feuille du 11 de ce mois, la tolérance ou plutôt la protection accordée aux tripôts du palais-royal, par le comité de St. Roch, et vous avez exactement annoncé la somme qu'il avoit reçu en rétribution. Mais comme tous les commissaires n'ont point trempé dans cette infâme gestion, et qu'enfin tout a été dévoilé dans l'assemblée générale de la section, du vendredi 14 de ce mois, il est de l'ami du peuple de rendre justice à ceux qui la méritent et de vouer à l'exécration publique, la petite portion de commissaires qui ont abusé de la confiance de leurs concitoyens; et arbitrairement mis un impôt sur les maisons de jeu.

Le médecin Lafisse étant président, il fut tenu par la seule volonté de ce docteur, un comité secret auquel assisterent les sieurs la Haute, Viellard, la Voie-Pierre, Hardi, Heluis, Regnard, le Cordier, le Clerc, et là il fut arrêté qu'on mettroit à contribution les maisons de jeux, et que le sieur le Clerc, ancien marchand de culottes, et garçon boulanger chez M. d'Artois, seroit chargé de faire exécuter le décret de l'aréopage, menacent des bayonnettes en cas de refus, et les employer au besoin. Ce sieur le Clerc qui a été chassé de la garde nationale, compagnie Savalette, avoit pour acollite un ex-huissier nommé Roussel, sous-lieutenant de la même compagnie, dont il vient aussi d'être chassé; et ce Roussel, en habit bourgeois, étoit ce mouchard du commissaire des jeux qui le menoit en qualité de secrétaire-greffier, fonctions incompatibles avec celles d'officier de la garde nationale. Et ces deux honorables membres, d'accord dans leurs friponneries faisoient contribuer les tripotiers, faisoient des procès-verbaux conformes à leurs desseins, en gardoient sur-tout lorsqu'ils constatoient prise et saisie d'argent. Voilà ce qui a été prouvé. Aussi l'assemblée générale de la section a-t-elle vigoureusement témoigné son improbation, et nullement voulu laver les personnes coupables. Pour cette fois l'indignation l'a emporté sur la cabale; la section a même



prouvé son énergie , en applaudissant vivement à la démission du sieur Bastide , son président , forcé de la donner , parce qu'en qualité de vicaire de St. Roch , il n'a pas voulu prêter serment.

Voilà , Monsieur , des vérités ; faites-les connoître : elles intéressent l'honneur de nombre de citoyens. Pesez sur-tout , avec votre verge de fer , sur cet odieux président , et ses odieux collègues qui , à l'insu des trente-six autres commissaires , ont tiré une honteuse rétribution des hiribis , des trente-un , etc. il a été versé 22 mille livres dans la caisse du district , les infâmes le Clerc et Roussel en ont soutiré le double. Quant au doucereux la Fisse , et aux présidens ses successeurs , il faut bien aussi qu'ils aient eu part au gâteau. Sans quoi le comité entier eut connu leurs menées.

Encore une réflexion à laquelle doit s'arrêter l'ami du peuple , c'est que ce Lafisse qui a ainsi ténébreusement abusé de la confiance de sa section , a été élu par elle , officier-municipal , et vient d'être envoyé à Aix. C'est que le sieur Hardi , est également officier-municipal ; les sieurs la Haute , la Voie-pierre , He-luis , Regnard , sont commissaires de section. Ah ! comme le nom de ces braves gens-là est gravé dans l'opinion de leurs concitoyens , imprimez-les , vous Monsieur , en caracteres ineffaçables dans celles du peuple ; il faut lui faire connoître les traîtres.

Signé *Valé , Pinguet* , attaché au comité de St. Roch , et citoyen actif.

### *Observations.*

Citoyens frivoles et inconsidérés , si vous aviez suivi le conseil salulaire que vous a donné tant de fois l'ami du peuple , de ne nommer à aucune place qu'après avoir exposé pendant huit jours dans le lieu le plus apparent de vos séances , un tableau contenant les noms , qualités et demeures des candidats , avec invitation à tous les membres de l'assemblée d'y attacher par écrit les raisons de récusation : après avoir vérifié les inculpations , et prononcé sur leur validité ; vous ne seriez pas aujourd'hui exposés au malheur de voir à votre tête des scélérats qui vous déshonorent , et de leur confier vos pouvoirs pour disposer à leur gré de

vos droits, trahir vos intérêts et compromettre le salut public.

Par une suite de cette négligence impardonnable, les sections sont remplies d'intrigans qui jouent le civisme pour accrocher quelque place qui leur donne les moyens de trafiquer des droits de leurs commettans et dépouiller le public. Ce sont d'intrigans de cette espece que les agens ministériels ont rempli la municipalité ; et telle est la maudite engeance des municipaux actuels que la moitié au moins a peut-être mérité de passer par la main du bourreau.

Les commissaires Lafisse, la Haute, le Cordier, Lavoie-pierre, Hardi, Heluis, Regnard, Leclerc, sont des misérables, plus criminels cent fois que des fripons en foire et des brigands au coin d'un bois, puisqu'ils ont abusé de la confiance publique et de l'autorité des loix pour autoriser d'infâmes repaires de voleurs vendre à leurs protégés le droit de dépouiller impunément les dupes, et opprimer encore ceux qu'avoient maltraités ces scélérats : puis qu'ils ont fait servir à écraser l'innocence, l'autorité qui leur avoit été confiée pour la protéger, et puisqu'ils ont couvert de l'égide des loix de perfides scélérats dont ils devoient poursuivre le châtement. Je conçois que les citoyens honnêtes de la section de St. Roch étoient trop indignés pour voir que le seul parti, qu'ils devoient prendre à l'heure même, étoit de rendre plainte contre les commissaires fripons et prévaricateurs ; de les traduire au criminel, et d'en poursuivre le châtement.

Ils doivent en faire un exemple éclatant à l'honneur de leur section, au bon ordre de la société, à la régénération des mœurs, au respect pour les loix à la liberté et à la sûreté de leurs concitoyens.

Le maire, le général et les autres suppôts du despotisme, dignes protecteurs de ces scélérats, feront probablement l'enfer pour détourner de ce saint devoir la section du Palais-royal : qu'elle soit inexorable, qu'elle songe qu'on ne capitule point avec ses devoirs, qu'elle n'est pas libre de sacrifier à des vues personnelles les intérêts de la patrie ; qu'elle seroit responsable de tout le mal que sa lâche condescendance auroit fait tolérer, et qu'elle ne pourroit échapper à l'inculpation de s'être laissé cor-



rompre. Je somme donc , au nom sacré de l'honneur et de la patrie , tous les vrais patriotes de cette section de convoquer une assemblée générale , à l'effet de poursuivre criminellement les membres du comité secret exacteur , prévaricateur et brigand. Et afin que ces scélérats soient notés pour la vie , que la section de St. Roch commence par inscrire leurs noms flétris sur un grand table - qui demeurera à jamais exposé dans la salle de ses séances. Ce grand exemple , donné à toutes les autres sections et à tous les corps dépositaires de l'autorité dans le royaume entier , l'illustrera aux yeux de la génération présente et des générations à venir ; seul il suffira pour sauver la France , en repoussant des emplois de confiance tous les scélérats.

Quoique les membres infâmes du comité secret de St. Roch aient mérité d'être fouettés et marqués mille fois plus qu'un filou , qu'un fripon et qu'un voleur domestique , vous verrez que le procureur-syndic de la municipalité , le procureur du roi au châtelet , que le commissaire du roi , du tribunal des dix , garderont le silence , malgré ces dénonciations éclatantes , malgré les clameurs publiques : et cela ne sauroit être autrement , les loups et les renards ne se mangent pas entr'eux : eux-mêmes sont des hommes flétris. Le moyen qu'un Desmousseau , qui a mérité dix fois d'être noté , et qu'un Brunville qui a mérité cent fois la corde poursuivent jamais des fripons , suppôts comme eux du despotisme. Mais , ô comble de l'opprobre ! la municipalité ne rejettera point de son sein , qu'elle n'y soit forcée par la commune , ces scélérats qui la flétrissent.

Le maire lui-même , cet homme divin , et si acharné contre les défenseurs de la liberté , ne fera pas la moindre démarche contre ses chers collègues , filous et voleurs , qui trafiquent honteusement de la liberté individuelle , et qui vendent la patrie.

MARAT, l'Ami du peuple.

De l'Imprimerie de MARAT.